



**ABACUS AEC**  
**Audit Expertise Comptable**  
Associée  
Véronique BACO-ANTONIALI  
Commissaire aux Comptes  
Expert-Comptable  
Expert près la Cour d'Appel de Lyon

## **HESPUL**

Association loi 1901  
Siège social : Les Nioules – 69550 AMPLEPUIS  
Etablissement et adresse de correspondance :  
14 Place Jules Ferry 69006 LYON  
SIRET : 40217870100015

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

### **CABINET ABACUS AEC**

25 Bis rue du Clos Varissan 69390 MILLERY

Tel : 04 26 65 32 46 - 06 15 47 09 78 - [contact@abacus-aec.com](mailto:contact@abacus-aec.com) - [www.abacus-aec.com](http://www.abacus-aec.com)

SAS au capital de 15 000 € - 798 729 307 RCS LYON

Société inscrite auprès du tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Lyon et de auprès de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et rattachée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom

BA



**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

Aux membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HESPUL relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association HESPUL à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note page 19 « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 19 de l'annexe des comptes annuels concernant la subvention avec le Ministère de l'Economie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique représenté par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC).

UBA





**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Comme indiqué dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables pages 30 et 31 dans la rubrique « annexe libre – détail des subventions », « le montant des subventions est comptabilisé dès la signature. Les subventions sont comptabilisées à l'avancement. La quote-part d'avancement des subventions est constatée chaque année sur la base de l'avancement des actions et des contraintes contractuelles des coûts éligibles. » Nous nous sommes assurés de l'application de cette règle dans les comptes.
- Comme indiqué dans la note de l'annexe page 18 dans la rubrique « autres éléments significatifs – paragraphe : mesures mises en place », nous nous sommes assurés des informations mentionnées sur le PGE en cours.
- Comme indiqué dans la note de l'annexe page 34 dans la rubrique « filiales et participations », nous nous sommes assurés des informations mentionnées sur la filiale EPICES ENERGIE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

*Signature*



**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association HESPUL à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association HESPUL ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association HESPUL.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;





**ABACUS AEC**

**Audit Expertise Comptable**

Associée

Véronique BACO-ANTONIALI

Commissaire aux Comptes

Expert-Comptable

Expert près la Cour d'Appel de Lyon

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association HESPUL à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Millery, le 3 Mai 2024 en 4 exemplaires originaux dont 3 remis à HESPUL,

**ABACUS AEC :**

**Véronique BACO-ANTONIALI**

Commissaire aux comptes - Associée

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Concessions brevets droits similaires		557 455	309 375	248 080	245 592
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles		111 630		111 630	111 375
	Avances et acomptes					
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques,mat. et outillage indus.		16 758	16 758		
	Autres immobilisations corporelles		154 405	139 827	14 578	17 236
	Immobilisations grevées de droits					
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>					
	Participations évaluées selon mise en équival.					
	Autres participations		203 824		203 824	203 824
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés		10 017		10 017	10 017
	Prêts					
	Autres immobilisations financières		126 410		126 410	123 666
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>1 180 500</b>	<b>465 961</b>	<b>714 540</b>	<b>711 710</b>	
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services		19 964		19 964	76 168
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>		500		500	
	<b>CREANCES (3)</b>					
	Créances usagers et comptes rattachés		171 880		171 880	100 995
	Autres créances		1 371 565		1 371 565	626 073
COMPTES DE REGULARISATION	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>					
	<b>DISPONIBILITES</b>		303 524		303 524	549 791
	Charges constatées d'avance		14 378		14 378	13 612
	<b>TOTAL ( II )</b>		<b>1 881 811</b>		<b>1 881 811</b>	<b>1 366 639</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )					
	Primes de remboursement des obligations ( IV )					
	Ecart de conversion actif ( V )					
	<b>TOTAL ACTIF ( I à VI )</b>		<b>3 062 311</b>	<b>465 961</b>	<b>2 596 351</b>	<b>2 078 349</b>
	(1) dont droit au bail					
	(2) dont à moins d'un an				126 410	123 666
(3) dont à plus d'un an						
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>						
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre						



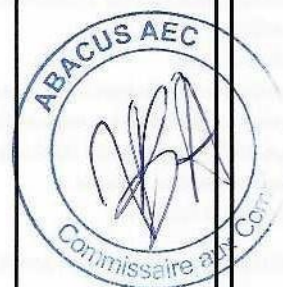
# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	109 466	109 466
	Report à nouveau	561 007	692 660
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(29 020)</b>	<b>(131 652)</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>641 454</b>	<b>670 473</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>		
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>641 454</b>	<b>670 473</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	20 730	14 634
	<b>Total des provisions</b>	<b>20 730</b>	<b>14 634</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	362 424	395 000
	Emprunts et dettes financières divers	136 145	103 843
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		427 710
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 127	124 876
	Dettes fiscales et sociales	57 998	47 977
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 240
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	1 266 473	290 595
	<b>Total des dettes</b>	<b>1 934 167</b>	<b>1 393 241</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 596 351</b>	<b>2 078 349</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(29 019,59)	(131 652,42)
(1) Dont à moins d'un an		1 615 114	715 531
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			



# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	1 563	3 538
	Prestations de services	752 225	686 260
	Productions stockée	(56 204)	(28 884)
	Production immobilisée	111 630	111 375
	Subventions d'exploitation	479 832	334 857
	Dons	44 873	32 860
	Cotisations	2 745	4 535
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	4	5
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	34 099	36 159
	Autres produits	63 121	7 648
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 433 888</b>	<b>1 188 354</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	1 563	3 538
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	965 155	932 797
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 832	17 656
	Rémunération du personnel	254 735	199 759
	Charges sociales	90 234	71 720
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	114 353	91 740
	Dotation aux provisions	20 730	
	Autres charges	6 958	8 009
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 471 561</b>	<b>1 325 218</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(37 672)</b>	<b>(136 864)</b>
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	9 742	3 878
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	8 535	4 158
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 207</b>	<b>(280)</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)</b>	<b>(36 465)</b>	<b>(137 144)</b>
	Produits exceptionnels	708	1 125
	Charges exceptionnelles	899	(909)
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(190)</b>	<b>2 034</b>
	Impôts sur les sociétés	(7 636)	(3 458)
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 444 338</b>	<b>1 193 357</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 473 358</b>	<b>1 325 009</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>(29 020)</b>	<b>(131 652)</b>
	<b>PRODUITS</b>	<b>10 445</b>	
	Bénévolat		
	Prestations en nature	20 783	
	Dons en nature	(10 338)	
	<b>CHARGES</b>	<b>10 445</b>	
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	20 783	
	Personnel bénévole	(10 338)	





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 596 351 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 444 338 euros** et un total **charges de 1 473 358 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -29 020 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.  
Il a une durée de **12 mois**.

## Objet social

L'association HESPUL est spécialisée dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Son objectif est de contribuer à l'avènement d'une **société sobre et efficace**, reposant sur les énergies renouvelables, tout en défendant les **valeurs d'équité et d'intérêt général**.

## Méthodes principales utilisées

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement comptable ANC n° 2014-03.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement retenues sont:

- Immobilisations incorporelles: 1 à 5 ans
- Immobilisations corporelles: 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels:

- Les immobilisations décomposables: l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Les immobilisations non décomposables: bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens décomposés.

Au 31/12/2023, la décomposition de la production immobilisée est la suivante:

Détail des acquisitions	Immobilisations en cours	Acquisitions de logiciels	Totaux
Production en cours <b>COUTOSUIX 2023</b>	23 493,00	29 926,00	53 419,00
Outils simulateur réseau	5 355,00	6 726,00	12 081,00
Immobilisations en cours <b>MIXEUR 2023</b>	82 782,00	74 723,00	157 505,00
<b>Totaux</b>	111 630,00	111 375,00	224 005,00



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



## Stocks et en cours

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de revient de production. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Les en-cours de production de services sont passées de 76 168 euros au 31/12/2022 à 19 964 euros au 31/12/2023 soit une variation de (56 204) euros.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.

Ces dernières étaient constituées afin de couvrir deux risques : un risque endogène lié à des erreurs qui pourraient avoir lieu compte tenu de la difficulté de reporting sur ces programmes et un risque exogène lié à un défaut d'un partenaire.

Le premier risque est désormais maîtrisé grâce à l'utilisation de CoutosuiX pour le suivi des projets.

Le second risque a été reconsidéré. Cette décision s'attache aux retours d'expérience de 2022 et 2023 notamment suite aux différents audits sur le programme SMARTER et sur le nombre significatif de programmes européens obtenus.

A ce titre, une provision de 20 729 € a été réalisée sur cet exercice. Elle concerne le programme européen ASCEND pour 18 517 € et CLIMATUBERS pour 2 212 €..

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros



## Fiscalité

L'association est fiscalisée. Elle se compose de deux secteurs distincts. Une sectorisation comptable et fiscale est appliquée.

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

### Les immobilisations incorporelles

Au 01/01/2023, les coûts de développement en interne de CoutoSuix à hauteur de 29 926 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

Au 01/01/2023, les coûts de développement en interne de Mixeur à hauteur de 74 723 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

Au 01/01/2023, les coûts de développement en interne pour outil de simulation réseau à hauteur de 6 726 euros ont été activés et ont été amortis sur une durée de 5 ans.

### Les Fonds dédiés

Le règlement ANC n°2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

Ces sommes constituent un compte de passif appelé « fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « reports en fonds dédiés ».

Au 31/12/2023, aucun fonds dédiés n'a été constaté.

### Mise à disposition du personnel GEDERRA

Le montant facturé par GEDERRA au titre de la mise à disposition du personnel est de 671 401 € contre 638 508 € en 2022.

Le nombre d'ETP est de 12,76 en 2023 contre 12,98 en 2022

### Indemnité de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité

Le nombre d'ETP au 31/12/2022 au sein de l'association HESPUL était de 18,19 contre 20,59 au 31/12/2023 et se décompose comme suit

- 12.76 ETP au titre de la mise à disposition via GEDERRA
- 7.83 ETP salariés en propre contre 5.21 au 31/12/2022.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au 31/12/2023, compte tenu de l'âge des salariés présents, la provision au titre de l'indemnité de départ à la retraite ne porte que **sur les salariés de plus de 55 ans et 20 années d'ancienneté** est s'élève 15 407 euros contre 14 726 euros en 2022.

## AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

### Crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt innovation

Une demande de crédit d'impôt INNOVATION pour l'année 2023 a été déposée à l'administration fiscale à hauteur de 5 193 €. En 2022, le montant du crédit d'impôt au titre de l'innovation était de 3 725 euros.

Une demande de crédit d'impôt RECHERCHE pour l'année 2023 a été déposée à l'administration fiscale à hauteur de 1 843 €.



### Information au titre de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité de la société

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 31 décembre 2021 dans le cadre de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 constituent des événements majeurs de l'exercice. La situation actuelle étant évolutive, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêté des comptes.

### Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts jugés pertinents, de l'évènement qui sont enregistrés dans ses comptes. Ces effets principaux sont détaillés en tenant compte des interactions et des incidences de l'évènement sur les agrégats usuels en appréciant leurs impacts.

Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également précisées.

### Mesures mises en place

Dans ce contexte de crise sanitaire, la société a sollicité le 22 décembre 2020, un prêt garanti par l'état de 145 000 €. Ce dernier a été souscrit auprès du Crédit Coopératif sur 72 mois encaissé le 04/01/2021. Le début des remboursements a débuté en février 2023.

Un prêt de 250 000 euros sur une durée de 84 mois a été conclu le 10 août 2022.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Ces derniers ont été remboursés conformément aux échéanciers émis.

## Continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2023, 32 576 € ont été remboursés au titre des emprunts en cours. Les dettes ont été honorées.

En outre, l'activité commerciale a augmenté sur cet exercice. En effet, le niveau des prestations est de 752 225 € contre 686 260 € soit une progression de 65 964 €.

En 2023, le résultat est de (29 020) € contre (131 652) € en 2022.

L'activité de développement de projets s'est poursuivie.

Deux nouveaux projets européens ont été obtenus et démarrés sur cet exercice ASCEND et PILOT CITIES.

Le budget 2024 ainsi que les prévisions de trésorerie à 12 mois, construits sur des bases prudentes, montrent une situation bénéficiaire et une dynamique d'activité restant soutenue et désormais en expansion grâce au renforcement des effectifs. La continuité d'exploitation n'est donc pas remise en cause par ce résultat.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2024 avec le Ministère de l'Economie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique représenté par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) fixe un montant de 170 000 € pour 2024. Selon les échanges avec HESPUL, cette convention aurait dû être obtenue en 2023. Faute de n'avoir obtenu cette convention qu'en 2024, un montant de 85 000 € est alloué au titre d'une subvention de fonctionnement afin de pouvoir être traitée comptablement par l'association au titre de 2023. Comme détaillé dans l'annexe des comptes annuels page 30, la subvention de fonctionnement DGEC de 85 000 € a été comptabilisée dans les comptes 2023.





## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	556 447		112 638		669 085
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>556 447</b>		<b>112 638</b>		<b>669 085</b>

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	16 758				16 758
	Instal., agencement, aménagement divers	41 280				41 280
	Matériel de transport	33 472				33 472
	Matériel de bureau, mobilier	80 627		2 664	3 636	79 654
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>172 136</b>		<b>2 664</b>	<b>3 636</b>	<b>171 164</b>

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	203 824				203 824
	Autres titres immobilisés	10 017				10 017
	Prêts et autres immobilisations financières	123 666		23 430	20 685	126 410
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>337 507</b>		<b>23 430</b>	<b>20 685</b>	<b>340 251</b>

<b>TOTAL</b>		<b>1 066 090</b>		<b>138 732</b>		<b>24 321</b>	<b>1 180 500</b>
--------------	--	------------------	--	----------------	--	---------------	------------------

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	199 480	109 895		309 375
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>199 480</b>	<b>109 895</b>		<b>309 375</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	16 758			16 758
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	30 454	1 889		32 343
	Matériel de transport	33 472			33 472
	Matériel de bureau, mobilier	74 216	2 569	2 773	74 013
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>154 900</b>	<b>4 458</b>	<b>2 773</b>	<b>156 585</b>
<b>TOTAL</b>		<b>354 380</b>	<b>114 353</b>	<b>2 773</b>	<b>465 961</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							





## Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
<b>Marchandises</b>				
Marchandises revendues en l'état				
<b>Approvisionnements</b>				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Production</b>				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
<b>TOTAL II</b>				
<b>Production en cours</b>				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres	19 964	76 168		56 204
<b>TOTAL III</b>	19 964	76 168		56 204
<b>Production stockée ( Total II + Total III )</b>				56 204



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations		
	Prêts (1) (2)		
	Autres immobilisations financières	126 410	126 410
	Clients douteux ou litigieux		
	Autres créances clients	171 880	171 880
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	103	103
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		
	Impôts sur les bénéfices	22 174	22 174
	Taxes sur la valeur ajoutée	12 922	12 922
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers	1 185 655	1 185 655
	Groupe et associés (2)	131 572	131 572
	Débiteurs divers	19 139	19 139
	Charges constatées d'avances	14 378	14 378
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 684 233</b>	<b>1 684 233</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		131 572	

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles (1)			
	Autres emprunts obligataires (1)			
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)			
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	362 424	43 371	319 053
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			
	Fournisseurs et comptes rattachés	111 127	111 127	
	Personnel et comptes rattachés	11 622	11 622	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 418	22 418	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	23 201	23 201	
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	756	756	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés (2)	136 145	136 145	
	Autres dettes			
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	1 266 473	1 266 473	
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 934 167</b>	<b>1 615 114</b>	<b>319 053</b>
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		32 576		
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)				





# Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	14 634	20 729	14 634	20 730
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>14 634</b>	<b>20 729</b>	<b>14 634</b>	<b>20 730</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>14 634</b>	<b>20 729</b>	<b>14 634</b>	<b>20 730</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			20 730	14 634	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Les expériences passées montrent que le risque sur un programme européen révèle deux risques principaux: Des variations entre le prévisionnel et le réalisé sur les charges de personnel ainsi qu'un défaut du coordinateur ou d'un partenaire du programme ayant un impact financier. Au titre de l'exercice 2022, le montant de la provision pour risques et charges sur les programmes européens est de 14 634 euros, contre 29 268. 96 euros en 2021. Une reprise de provision 14 634 € a été faite. Elle concerne principalement pour 13 844 € le programme européen Smarter

## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>44 833</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>24 220</b>
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	24 220	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>20 613</b>
<i>Congés à payer</i>	11 466	
<i>Ch. sociales sur congés à payer</i>	5 160	
<i>Charges sociales sur heures à récupérer</i>	1 050	
<i>Provisions pour heures à récupérer</i>	2 333	
<i>IJSS reçues / à reverser</i>	605	





## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		1 204 325
<b>Autres créances</b>		<b>1 204 325</b>
<i>AVOIR A RECEVOIR</i>	12 567	
<i>Personnels - Produits à recevoir</i>	32	
<i>Personnels - Produits Ó recevo</i>	59	
<i>Personnels - Produits Ó recevo</i>	13	
<i>ADEME AURA</i>	10 805	
<i>ADEME - CRPV</i>	265 418	
<i>Alisée</i>	8 441	
<i>ASCEND - programme européen</i>	401 213	
<i>AMI CANTAL Région AURA</i>	25 932	
<i>Climatubers - Erasmus</i>	14 527	
<i>Direction Générale de l'Energie</i>	85 000	
<i>Fédération Française du Batiment</i>	7 000	
<i>programme europUen FORESI</i>	276 563	
<i>Métropole de Lyon</i>	11 500	
<i>GRDF</i>	9 000	
<i>IPVF - Institut Photovoltaïque</i>	1 500	
<i>PACA 4</i>	14 700	
<i>PATH2LC - programme Européen</i>	7 906	
<i>PILOT CITIES</i>	46 150	
<i>Débiteur divers - mécénat</i>	6 000	



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>  AU TITRE DES ASSURANCES PRINCIPALEMENT		14 378	14 378
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>14 378</b>





## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			1 266 473
DONT PCA AU TITRE DES SUBVENTIONS		1 225 488	
DONT PCA AU TITRE DES PRESTATIONS DE SC		40 985	
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>1 266 473</b>

La part des produits constatés d'avance relative aux subventions est de 1 225 487,62 euros en 2023 contre 261 273,30 euros en 2022.

# Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		753 788
<b>Ventes de marchandises</b>		<b>1 563</b>
<i>Ventes de marchandises - Soumis</i>	1 563	
<b>Production vendue Services</b>		<b>752 225</b>
<i>Prestation de services - S 20%</i>	143 408	
<i>Prestation de services - exonU</i>	6 580	
<i>Exploitation - Soumis 20 %</i>	75 732	
<i>Développement informatique - S</i>	26 044	
<i>Développement informatique - Non soumis</i>	2 000	
<i>Coutosux - Soumis 20 %</i>	64 073	
<i>Coutosux - non soumis - UE</i>	1 575	
<i>Mixeur - Non Soumis</i>	85 417	
<i>Education populaire - Exonéré</i>	1 600	
<i>Animations scolaires - Exonéré</i>	5 990	
<i>Formations universitaires - Exonérées</i>	8 843	
<i>Formation professionnelle agréée Exonérée TVA</i>	103 138	
<i>Prestations diverses - Soumis 20%</i>	133 832	
<i>Prestation Diverses - Non soumises</i>	17 505	
<i>Refacturation de frais - S 20%</i>	455	
<i>Refacturation de frais - S 10%</i>	545	
<i>Refacturation de frais - Exonéré TVA et IS</i>	75 489	
Chiffre d'affaires par marché géographique		753 788
<b>Chiffre d'affaires FRANCE</b>		<b>753 788</b>
<i>Ventes de marchandises - Soumis</i>	1 563	
<i>Prestation de services - S 20%</i>	143 408	
<i>Prestation de services - exonU</i>	6 580	
<i>Exploitation - Soumis 20 %</i>	75 732	
<i>Développement informatique - S</i>	26 044	
<i>Développement informatique - Non soumis</i>	2 000	
<i>Coutosux - Soumis 20 %</i>	64 073	
<i>Coutosux - non soumis - UE</i>	1 575	
<i>Mixeur - Non Soumis</i>	85 417	
<i>Education populaire - Exonéré</i>	1 600	
<i>Animations scolaires - Exonéré</i>	5 990	
<i>Formations universitaires - Exonérées</i>	8 843	
<i>Formation professionnelle agréée Exonérée TVA</i>	103 138	
<i>Prestations diverses - Soumis 20%</i>	133 832	
<i>Prestation Diverses - Non soumises</i>	17 505	
<i>Refacturation de frais - S 20%</i>	455	
<i>Refacturation de frais - S 10%</i>	545	
<i>Refacturation de frais - Exonéré TVA et IS</i>	75 489	





# Annexe libre

## DETAIL DES SUBVENTIONS

Etat exprimé en euros

Le montant des subventions est comptabilisé dès la signature. Les subventions sont comptabilisées à l'avancement. La quote-part d'avancement des subventions est constatée chaque année sur la base de l'avancement des actions et des contraintes contractuelles des coûts éligibles.

Le suivi de l'avancement des temps affectés par les salariés et des coûts aux projets financés est effectué sur le logiciel CoutoSuiX développé en interne par l'association HESPUL.

En fin d'exercice, une distinction est opérée sur les subventions :

- pour lesquelles le tiers financeurs a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement
- pour lesquelles les financements ne sont pas affectés par les tiers financeurs ou donateurs à un projet déterminé

Si le tiers financeur a défini l'affectation de la subvention à un projet particulier et défini contractuellement et que la totalité des fonds n'a pas été utilisée, ces fonds sont dans ce cas affectés en fonds dédiés pour la quote-part non utilisée au titre de l'exercice. Mais si cette subvention couvre une durée supérieure à l'exercice, la quote-part relative aux exercices suivants est retraitée en produits constatés d'avance.

Le montant des subventions se décompose principalement par:

N° de compte	Intitulé	Solde N	Solde N-1
741ADEMAURA	ADEME AURA	978,31	5 616,10
741ADEME	Subventions d'exploitation - ADEME-CRPV	112 698,21	119 756,21
741ADEMEREGI	ADEME REGIONS	269,99	5 469,54
741ALISEE	Alisee	8 441,17	-
741ASCEND	ASCEND - programme européen	91 757,26	-
741AURAAMICA	AMI CANTAL Région AURA	1 722,65	10 632,66
741CITY	Subventions d'exploitation - City Zen	1 521,58	-
741CLER	CLER	-	50 700,00
741CLIMATUBE	Climatubers - Erasmus	31 812,63	21 123,19
741DGEC	Direction Générale de l'Energie	85 000,00	20 000,00
741FDEL	FDEL	4 436,91	8 063,09
741FFB	Fédération Française du bâtiment	-	15 229,55
741GDL	Subventions d'exploitation - Métropole de Lyon	28 750,00	32 200,00
741GDPARIS	CRPV - MÚtropole du Grand Pari	20 000,00	-
741PACA4	PACA 4	13 926,00	-
741PACACRPV5	Région PACA - CRPV5	5 192,81	21 533,22
741PATH2LC	PATH2LC - programme Européen	10 635,68	12 084,29
741PILOTCITI	PILOT CITIES	65 365,57	-
741SIEML	SIEML	1 104,49	8 164,36
741SMART	Smartertogether	- 3 781,23	-
741URBALYON	Agence urbanisme de l'aire métropolitaine Lyonnais	-	4 285,24



# Annexe libre

## DETAIL DES SUBVENTIONS

Etat exprimé en euros

		Totaux	479 832,03	334 857,45
--	--	--------	------------	------------





## Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance



En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 euros en 2023

# Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CABINET ABACUS	8 540	7 500	81,64	74,85				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CABINET ABACUS	1 920	2 520	18,36	25,15				
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	<b>10 460</b>	<b>10 020</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>10 460</b>	<b>10 020</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				





# Filiales et participations

1/0

Etat exprimé en euros

31/12/2023

## A. Renseignements détaillés

### 1. Filiales (Plus de 50 %)

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
EPICES	348 678	163 609	56,15	188 000	188 000

### 2. Participations (10 à 50 %)

### 1. Filiales (Plus de 50 %)

	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
EPICES	131 752		665 682	(81 047)	

### 2. Participations (10 à 50 %)



## B. Renseignements globaux

Capital  
Capitaux propres  
Quote part détenue en pourcentage  
Valeur comptable des titres détenus - Brute  
Valeur comptable des titres détenus - Nette  
Prêts et avances consentis  
Montant des cautions et avals  
Chiffre d'affaires  
Résultat du dernier exercice clos  
Dividendes encaissés

### Filiales non reprises en A

françaises étrangères

### Participations non reprises en A

françaises étrangères

Au 31/12/2023, les capitaux propres sont de 163 609 € contre 244 646 € au 31/12/2022.

Au 31/12/2023, les capitaux propres d'EPICES ENERGIES sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. Au regard de l'article L225-248 du code de commerce, une AGE doit décider dans les 4 mois la poursuite d'activité de la société. Les actionnaires d'EPICES ENERGIES assurent son soutien financier.